



EDITO : Précarité galopante dans l'éducation nationale !

Sur les cinq dernières années, le nombre de personnels non-titulaires à l'Éducation nationale a augmenté de façon significative dans l'académie de Nantes, bilan social à l'appui.

Si le rectorat avance que cette « forte croissance des non-titulaires s'explique principalement par les recrutements d'AED et AESH », cette hausse s'explique aussi par l'absence de recrutement de titulaires, par le fait que les TZR sont désormais affectées sur des postes à l'année.

Du côté des enseignant-es par exemple, en 2023 : 1282 agents se sont inscrit-es pour renouvellement sur la plateforme Lilmac, pour 1265 en 2022.

Ainsi, dans l'Éducation nationale, environ 30% des personnels sont aujourd'hui contractuels : enseignantes, ATSS, CPE, PSYEN, AESH, AED.

Pourquoi embaucher des contractuel-les ?

Alors que le principe posé par le Statut Général stipulant qu'un emploi permanent doit être pourvu par un fonctionnaire, est déjà contourné par dérogation, la loi de transformation de la fonction publique d'août 2019 entend amplifier le recours au contrat.

Les arguments des promoteurs de cette loi purement idéologique sont d'une logique libérale implacable : « *liberté des managers* », « *fluidité* », « *souplesse* » ... Il s'agit de donner de nouvelles marges de manœuvre aux « managers locaux » en étendant la possibilité de recourir au contrat. Cette méthode réfléchie a pour objectif quasi avoué de faire apparaître le statut comme un simple support possible de l'emploi public à côté de celui de contractuel-le et pire de rendre minoritaire le nombre de fonctionnaires. Elle contribue à la dégradation continue de l'emploi statutaire, à la dévalorisation des métiers, et à la fragilisation des droits. Elle isole des collègues mal-formé-es et sous-payées, les contraint bien souvent à accepter des conditions de travail dégradées, et les situe à la portée de toutes les pressions hiérarchiques possibles, notamment en déléguant le renouvellement des contrats à une GRH de proximité pouvant conduire à l'arbitraire le plus total.

Face à cette réalité, ne cédon pas à la résignation et l'isolement. Plusieurs catégories de personnels se mobilisent depuis quelques mois : les AED, pour qui la CDIisation est loin d'être gagnée car non automatique (voir dans cette publication), les AESH, pour lesqueles la généralisation des PIAL synonyme de déshumanisation de l'accompagnement, et l'absence de revalorisation réelle et de statut ont largement poussé à la mobilisation (dernière mobilisation en date le 3 octobre)

Cela confirme le besoin de poursuivre l'action sous diverses formes pour rendre visibles les revendications des personnels. La CGT Educ'Action, syndicat intercatégoriel a toute sa place dans la lutte menant à la résorption de la précarité, et ce, dans tous les métiers de l'Education nationale. Le développement de la précarité est un danger qui pèse sur tou-tes : titulaires comme non-titulaires. **La CGT Educ'Action doit poursuivre son combat avec les Non titulaires pour renforcer les droits des précaires (salaires, conditions de travail ...) et porter la revendication d'une loi de titularisation, élargie à l'ensemble des personnels précaires, seule à même d'apporter des réponses statutaires et collectives.**